

Session 6 : Mise à disposition des données détaillées, opportunes et disponibles

Note de contexte

Introduction

Le Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM) sert de point de ralliement pour les gouvernements, les parties prenantes et les organisations internationales afin de travailler ensemble à relever les défis migratoires et de fournir une approche intégrée de l'ensemble du gouvernement et de l'ensemble de la société pour une meilleure gouvernance des migrations. En reconnaissant les données comme le premier objectif du PMM, ce dernier souligne l'importance d'un effort collectif pour améliorer la collecte, l'analyse et le partage des données, permettant ainsi une prise de décision fondée sur des preuves et favorisant la coopération entre les parties prenantes. La session met également en avant l'Objectif 8 du PMM : sauver des vies et à mettre en place des efforts internationaux coordonnés concernant les migrants disparus, ainsi que l'Objectif 9 : renforcer l'action transnationale face au trafic de migrants.

Adopter une approche intégrée de l'ensemble du gouvernement et de l'ensemble de la société permet une compréhension globale des tendances migratoires dans la région arabe. En mobilisant les agences gouvernementales, les agences des Nations Unies, les organisations de la société civile, les institutions académiques, entre autres parties prenantes, il devient possible de collecter, d'analyser et d'interpréter efficacement les données sur la migration. Cette perspective holistique permet aux décideurs d'identifier les motifs de migration, les facteurs de déplacement et les vulnérabilités, informant ainsi des interventions ciblées et des réponses politiques.

Une approche intégrée de l'ensemble du gouvernement et de l'ensemble de la société nécessite l'engagement actif de diverses parties prenantes dans la gouvernance des migrations. Les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les syndicats et le secteur privé, ainsi que les organisations internationales, ont tous des rôles uniques à jouer dans la collecte, l'analyse et la diffusion des données sur les migrations. En favorisant la collaboration et la coordination avec ces parties prenantes, il devient possible de tirer parti de leur expertise et de leurs ressources respectives pour améliorer la qualité et la fiabilité des données sur les migrations.

Aujourd'hui, pratiquement tous les pays de la région connaissent la migration internationale, en tant que pays d'origine, de transit et de destination. De plus, la région arabe a été gravement affectée par des conflits prolongés, la violence et la dégradation de l'environnement, ce qui a ajouté à la complexité des flux migratoires dans la région. Alors que la migration internationale à l'intérieur et au-delà de la région suscite une attention croissante en tant que problème émergent ayant un impact mondial, la demande de données précises et désagrégées pour évaluer les niveaux et les tendances de la mobilité de la population et leurs impacts multifacettes sur le développement a augmenté.

La migration internationale, qu'elle soit volontaire ou forcée, est reconnue comme un domaine politique d'intérêt majeur dans la région arabe. La région arabe a démontré des dynamiques significatives en matière de migration internationale, accueillant 41,1 millions de migrants en 2020, comprenant une population diverse de travailleurs migrants, d'étudiants internationaux, d'enfants migrants non accompagnés, de demandeurs d'asile et de réfugiés (UNDESA).

La région arabe est devenue un point de transit critique pour les migrants fuyant les difficultés liées aux conflits, à la pauvreté économique, à l'instabilité politique et à la dégradation environnementale. Pour beaucoup, le voyage de migration vers et depuis la région est devenu un récit poignant de désespoir, de péril et d'incertitude. Chaque année, des milliers de migrants entreprennent ces voyages périlleux, et de nombreux migrants périssent ou disparaissent pendant leurs tentatives de recherche d'une vie meilleure. Dans la région arabe, le Project Migrants Disparus (MMP) de l'OIM a documenté plus de **33 285** décès et disparitions sur les routes terrestres et maritimes.

Les routes méditerranéennes, y compris les voies centrales et orientales, ont été parmi les plus empruntées par les migrants cherchant à atteindre l'Europe. Selon les données collectées par la Matrice de Suivi des Déplacements de l'OIM, rien qu'en 2023, plus de **292 000** migrants sont arrivés en Europe par voie maritime, notamment par les routes méditerranéennes et la route atlantique de l'Afrique de l'Ouest. Tragiquement, plus de **29 591** migrants ont perdu la vie en tentant la traversée de la mer depuis l'Afrique du Nord vers l'Europe depuis 2014, comme le documente le Project Migrants Disparus de l'OIM. En 2023, les routes méditerranéennes ont enregistré l'année la plus meurtrière depuis 2018, avec **3 105** décès et disparitions enregistrés le long de ses eaux périlleuses. Parmi ces statistiques sombres, **1 878** incidents se sont produits au large des côtes des pays de la région arabe, soulignant la nécessité urgente de répondre à cette crise humanitaire.

Au cours de la dernière décennie, une augmentation notable du nombre de migrants empruntant la route orientale a été constatée, et ce nombre devrait continuer à augmenter à l'avenir ; environ **97 000** migrants sont arrivés au Yémen en 2023, soit une augmentation de plus de **20 000** par rapport aux arrivées totales en 2022 (plus de 73 000 arrivées). Cette augmentation peut être attribuée à divers facteurs, notamment aux dynamiques migratoires au sein de la Corne de l'Afrique et au conflit en cours au Yémen.

Ces chiffres sur les migrants disparus ne reflètent qu'une partie de l'ampleur réelle du problème, car de nombreux décès et disparitions ne sont pas signalés ou passent inaperçus. La perte continue de vies et le défi de documenter avec précision ces décès constituent un rappel persistant des souffrances endurées par les familles des migrants disparus. Pour beaucoup, la quête de réponses concernant le sort de leurs proches reste insaisissable. Aborder les principales lacunes en matière de données sur la migration en développant des réponses et des politiques efficaces est impératif pour parvenir à une migration sûre, ordonnée et régulière, en mettant en avant la nécessité d'une approche intégrée de l'ensemble du gouvernement et de la société.

Résumé des progrès

Avec la montée de la migration internationale au premier plan des préoccupations politiques mondiales, il existe une prise de conscience et un intérêt correspondants pour des données statistiques et des analyses fiables, accessibles et opportunes. Les statistiques nécessaires pour caractériser les flux migratoires, suivre les évolutions dans le temps et fournir aux gouvernements et aux décideurs politiques une base solide pour formuler et mettre en œuvre des politiques font très souvent défaut. Des lacunes significatives dans les données empiriques et des définitions non harmonisées conduisent à des comparaisons ou agrégations erronées, créant des jugements erronés et induisant en erreur l'opinion publique et les décideurs politiques.

Cette pénurie de données de base et d'analyses sur la migration internationale persiste en raison de sources et de systèmes obsolètes, incompatibles ou inadéquats pour la collecte de données accessibles, fiables et opportunes, ainsi que d'une capacité numérique limitée. Cela s'accompagne

de l'absence d'analyse systématique des données existantes dans la région arabe, aux niveaux national, sous-régional et régional, en raison de diverses raisons structurelles et politiques.

Les défis persistent quant à l'harmonisation efficace des données sur la migration. Les États d'une même région disposent de systèmes de collecte de données, de définitions et de méthodes divers, ainsi que de priorités et de capacités variables. Cela empêche une analyse complète des avantages et des impacts de la migration, ainsi que des vulnérabilités spécifiques des groupes de migrants et de l'assistance adaptée selon les besoins. De plus, les données existantes manquent souvent de désagrégation par des facteurs clés tels que l'âge, le genre et la nationalité, ce qui complique l'adaptation des interventions aux besoins spécifiques des différents groupes de migrants. En outre, les incohérences dans la classification des données, telles que les gammes d'âge variées utilisées entre différents acteurs, mécanismes, pays et régions, entravent la capacité d'agrégation, de comparaison et d'analyse des données de manière efficace. Établir une classification standardisée des données est crucial pour améliorer l'exactitude et la fiabilité des données sur la migration, permettant ainsi aux décideurs et aux parties prenantes de mieux comprendre les populations de migrants et de développer des interventions ciblées qui répondent à leurs besoins diversifiés.

Un manque de coordination entre les divers acteurs collectant les données sur la migration pose également des défis significatifs, et l'accès limité aux données aggrave encore le problème. Par exemple, de nombreuses populations vulnérables résident dans des zones difficiles d'accès pour les collecteurs de données, comme les zones de conflit ou les centres de détention. Ce manque d'accès entraîne des lacunes importantes dans les données, rendant difficile l'obtention d'une image complète et précise des modèles et des conditions de migration.

De plus, les mouvements irréguliers à travers des frontières ouvertes ou poreuses ajoutent une autre couche de complexité à la collecte de données. Le degré élevé de migration irrégulière rend difficile le suivi et l'analyse précis des flux migratoires, réduisant encore la fiabilité des données disponibles et la capacité à saisir la véritable ampleur des flux migratoires dans la région. De plus, de nombreux travailleurs migrants sont réticents à partager leurs informations en raison de leur statut juridique ou emploi précaire dans les pays de destination. Cette crainte de représailles potentielles conduit à une sous-déclaration significative et à des lacunes dans les données.

Les sources les plus couramment utilisées pour la collecte des données sur la migration comprennent les registres de la population, les registres des non nationaux, les registres relatifs à la délivrance des permis de séjour et de travail, les registres relatifs à la délivrance des entrées et des sorties, les enregistrements du traitement des demandes d'asile, les enregistrements de régularisation, les statistiques aux frontières, les recensements, les enquêtes sur la force de travail et d'autres enquêtes auprès des ménages, ainsi que les enregistrements d'arrestation et de déportation. Les organismes collecteurs incluent typiquement divers départements gouvernementaux (comme les ministères du travail, de l'intérieur et de la planification), les offices nationaux de statistique, les organisations de la société civile, les agences d'emploi/recrutement, les institutions éducatives, les établissements de santé et toute autre institution traitant des populations incluant des migrants. Les utilisations des données comprennent les activités liées à la migration, telles que la prise de décisions en matière de politique et de programmes sur la migration du travail, la protection, l'intégration, la sécurité et autres, ainsi que les innombrables relations sociales, économiques, démographiques et politiques complexes et les conséquences qui en découlent.

Les gouvernements de la région arabe jouent un rôle central dans la formulation des politiques et des initiatives en matière de migration. Adopter une approche intégrée par l'ensemble du

gouvernement implique de prendre en compte les considérations liées aux données dans les processus de développement des politiques. En investissant dans l'infrastructure des données, le renforcement des capacités et la coopération interministérielle, les gouvernements peuvent renforcer leur capacité à surveiller les tendances de la migration, évaluer les impacts des politiques et formuler des stratégies fondées sur des données probantes pour relever efficacement les défis liés à la migration. Cette intégration permettra d'obtenir une image plus riche et plus précise de la migration.

Malgré les opportunités offertes par une approche intégrée de l'ensemble du gouvernement et de l'ensemble de la société, des défis persistent dans la collecte et l'utilisation des données sur la migration. Ces défis comprennent les contraintes de ressources, la fragmentation des données, ainsi que les questions liées à la confidentialité et à la protection des données. Cependant, en adoptant l'innovation et la technologie, les parties prenantes peuvent surmonter ces défis et tirer parti des opportunités pour améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données.

Les organisations de la société civile, parmi d'autres parties prenantes, jouent un rôle vital dans le plaidoyer des droits des migrants et la fourniture de services essentiels aux populations migrantes. Impliquer diverses parties prenantes dans la gouvernance de la migration favorise la transparence, la responsabilité et l'inclusivité. En intégrant les perspectives des parties prenantes dans les processus de collecte et d'analyse des données, nous pouvons nous assurer que les politiques et programmes de migration répondent aux besoins et aux préoccupations des migrants eux-mêmes et des communautés d'accueil.

Questions directrices

- Votre gouvernement a-t-il élaboré un plan national pour améliorer la collecte, la production et la diffusion des données relatives à la migration, basé également sur les normes statistiques internationales ? Si oui, veuillez décrire le processus en détail. Si non, veuillez indiquer si votre gouvernement a l'intention de le faire.
- Votre gouvernement a-t-il développé des partenariats ou des mécanismes de coordination pour améliorer la collecte et la diffusion des données ?
- Votre gouvernement a-t-il inclus des questions sur la migration dans le recensement ou dans des enquêtes spécifiques, telles que les enquêtes sur la population active et d'autres enquêtes auprès des ménages ?
- Votre gouvernement a-t-il établi des partenariats avec des ONG, des universités ou des groupes de réflexion pour élaborer conjointement un programme de recherche spécifique au pays ? Quels sont les principaux lacunes et défis en matière de gestion des données concernant la disponibilité, l'absence et la nécessité de données spécifiques pour soutenir les réponses politiques et opérationnelles ?
- Votre gouvernement a-t-il développé des mécanismes pour partager les données sur la migration avec d'autres pays, que ce soit en tant que pays de destination ou d'origine, ainsi qu'au niveau transnational ?

